

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 62

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2648 - Prix : 1€

ÉDITORIAL

Élections
européennes :
votez Lutte ouvrière !

Écoles : encore des
promesses sans
moyens *Page 5*

Hôpitaux : état
d'Urgences *Page 7*

**Carrière de Bois
Blanc** : Y'a comme
un lézard dans la
Nouvelle Route du
Littoral *Page 8*

Chagos

Liberté pour les
Chagossiens – armée
US go home ! *Page 11*

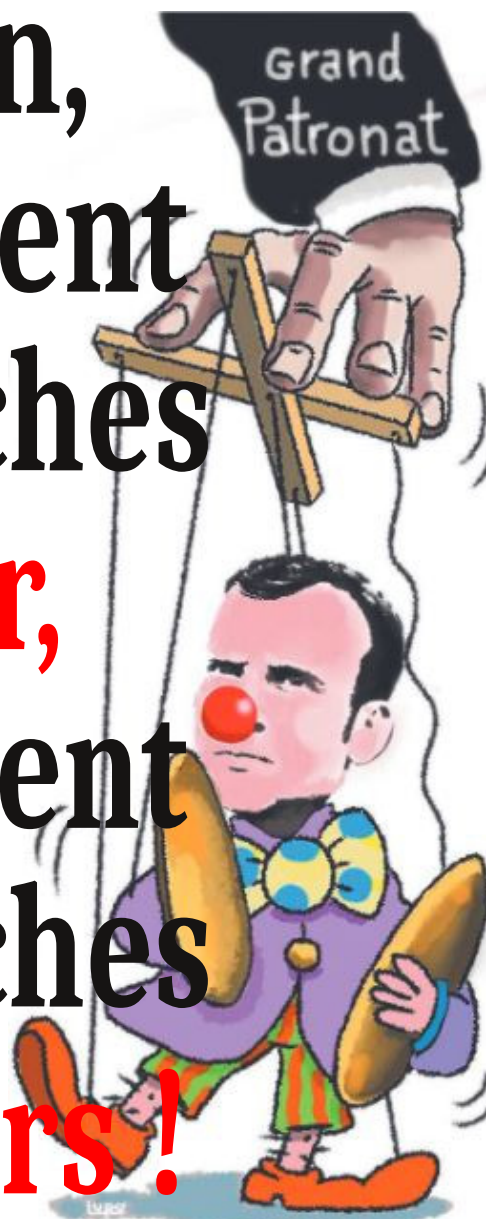
Européennes

Lettre de Jean Yves
Payet, candidat de La
Réunion *Page 12*

Macron,
président
des riches

un jour,
président
des riches

toujours!



Élections européennes : votez Lutte ouvrière !

Le 1er mai, malgré les incidents et les interventions policières, les manifestations ont été plus fournies que l'an dernier, preuve s'il en était besoin que les annonces de Macron n'ont convaincu personne. On a vu le ministre Castaner dans ses œuvres. D'abord pour transformer la manifestation parisienne en un camp retranché, où les milliers de policiers ont multiplié les brutalités contre les manifestants. Ensuite, en expliquant que certains d'entre eux auraient attaqué un service de réanimation à la Pitié-Salpêtrière.

C'était une grossière tentative de manipulation. En réalité, les seuls à attaquer l'hôpital sont... Macron, Philippe et Buzyn. Privés de moyens, les services craquent de partout. La grève des urgences hospitalières, commencée à Paris, s'étend.

Le gouvernement prépare maintenant une réforme des régimes de retraite. Avec l'augmentation de la durée de cotisation nécessaire pour une pension à taux plein, l'âge légal de départ à 62 ans deviendra une fiction. De plus en plus de salariés devront poursuivre leur activité, et ceux qui ne le pourront pas auront une retraite de misère. Avec la retraite par points, les salariés qui ont eu des carrières hachées, des périodes de chômage et de temps partiel, verront également leur retraite amputée.

Jeudi 9 mai, les salariés de la fonction publique sont en grève contre la précarisation des emplois, la baisse de leur salaire réel et l'introduction de ruptures dites conventionnelles, qui sont des licenciements à peine déguisés.

Les travailleurs doivent continuer à dire leur colère et à exprimer leurs revendications. Et les élections européennes du 26 mai prochain peuvent en être l'occasion.

Les partis de gouvernement voudraient résumer le scrutin à un affrontement entre, d'un côté les pro-Union européenne (UE) comme Macron, la droite et le PS ; et de l'autre, les anti-UE comme Le Pen-Bardella et tous les candidats souverainistes.

C'est un faux débat. Les travailleurs n'ont certes rien à attendre de l'UE : elle a été construite par et pour les capitalistes, et non pour les travailleurs. Elle n'a évidemment pas aligné, par le haut, leurs conditions de travail et leurs salaires.

Mais le chant entonné par le chœur des pleureuses souverainistes est mensonger. Car si l'UE n'a pas amélioré la condition ouvrière, ce sont les États nationaux qui l'ont dégradée. C'est Macron qui a mené l'an dernier une réforme ferroviaire pour céder le réseau aux groupes privés. C'est lui qui veut aujourd'hui vendre Aéroports de Paris. Ce sont Valls puis Macron qui se sont attaqués au Code du travail pour détruire les droits des salariés. Ce sont les gouvernements français qui ont créé des déserts médicaux, baissé les APL, supprimé les emplois aidés, augmenté la CSG ou désindexé les retraites par rapport aux prix. C'est Hollande qui a mis en place le CICE, ce cadeau fiscal aux entreprises de 20 milliards par an, et même 40 en 2019. Et c'est Macron qui a supprimé l'impôt sur la fortune.

Et derrière les politiciens, c'est le grand patronat qui a commandé toutes ces décisions. Alors, désigner l'UE comme seule responsable ou vanter le Brexit revient à exonérer les politiciens et les capitalistes français.

La liste présentée par Lutte ouvrière, et conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, refuse cette fausse opposition.

Elle affirme que pour préserver nos conditions d'existence, il faut augmenter les salaires, les pensions et les allocations, et les indexer sur les prix.

Contre le chômage, il faut interdire les licenciements et créer des emplois, en répartissant le travail entre tous, sans perte de salaire. Carrefour veut supprimer jusqu'à 3000 emplois. Auchan veut se débarrasser de 21 magasins et de leurs 700 salariés. Pourquoi ceux-ci devraient-ils faire les frais des décisions de la famille Mulliez, propriétaire du groupe et cinquième fortune française ? Combien celle-ci a-t-elle empoché ces dernières années, grâce à leur travail ? Avec les usagers et les consommateurs, les salariés doivent pouvoir contrôler les comptes des entreprises.

La liste de Lutte ouvrière est une liste de travailleurs qui exprime ce que doivent être aujourd'hui les objectifs de leur classe. Elle affirme que le monde du travail doit s'en prendre à ses vrais ennemis, le grand capital et ses représentants politiques.

En votant Lutte ouvrière le 26 mai, vous affirmez haut et fort que le camp des travailleurs doit faire entendre ses exigences.



Premier mai en France : des « bavures » policières qui révèlent une politique

Avec la multiplication des images et des plaintes contre les agissements des policiers lors de la dernière manifestation du 1er mai à Paris, les enquêteurs de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) vont avoir du travail. Un CRS lançant... un pavé, un policier giflant un manifestant, une matraque introduite dans le pantalon d'un autre manifestant. Avec le discours type guerre civile de Castaner et le

sentiment d'impunité transmis à des troupes qui ne sympathisent pas toutes, loin de là, avec le mouvement ouvrier, il ne faut pas s'étonner de ces comportements.

La seule réponse du gouvernement à la colère populaire, c'est la matraque pour défendre les classes riches. C'est ce qu'on appelle l'ordre social.

Violences policières : des victimes témoignent

Dimanche 28 avril, des gilets jaunes ont organisé une conférence de presse pour dénoncer les violences policières. Une vingtaine de blessés graves depuis le début du mouvement étaient présents et ont expliqué chacun dans quelles circonstances ils avaient été mutilés. À les voir ainsi rassemblés, la brutalité de la répression se montrait sans fard. Pour beaucoup, ce sont des jeunes qui se sont retrouvés handicapés pour la vie, comme ce plombier de 30 ans incapable de continuer dans son métier après avoir perdu une main.

Les gilets jaunes présents à Gennevilliers avaient eu connaissance de 22 personnes éborgnées, c'est-à-dire ayant perdu un œil ou son usage, et de cinq personnes ayant eu une main arrachée ; un homme a dû subir une ablation du testicule et un autre a perdu l'odorat. Parmi les blessés du 20 avril à Paris, par exemple, les secouristes ont dénombré 33 personnes touchées par des tirs de LBD, et 23 atteintes par des grenades explosives de désencerclement.

Plusieurs blessés ont tenté de porter plainte mais, comme par hasard, les caméras de surveillance étaient en panne, et plusieurs procé-

dures restent sans suite.

Les manifestants présents souhaitent faire un recensement de tous les blessés depuis le début du mouvement et ont annoncé la création d'un collectif « Les mutilés pour l'exemple », faisant ainsi référence aux fusillés pour l'exemple de la Première Guerre mondiale.

Cette conférence de presse a eu au moins le mérite de révéler crûment les violences dont ont été victimes les manifestants, et de dire que ceux-ci n'avaient pas l'intention de se taire.

Castaner : matraqueur et menteur

Le ministre de l'Intérieur, Castaner, a accusé des manifestants d'avoir « attaqué » l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris le 1er mai.

Cette version est passée en boucle sur les télévisions et radios. Certaines chaînes ont même voulu faire croire que des manifestants avaient cherché à forcer l'entrée d'un service de réanimation aux dépens de la sécurité des malades hospitalisés...

C'était un gros mensonge. Sur des vidéos que des employés de l'hôpital ont filmées, on voit clairement les CRS s'en prendre aux manifestants à coups de matraque, tirer sur eux des grenades de gaz lacrymogène. Ces manifestants ont été interpellés, puis gardés à vue plus de 24 heures, simplement pour avoir cherché à se protéger des coups. Ils veulent maintenant, à juste titre, porter plainte contre Castaner.

Matraquer des manifestants et débiter des bobards, c'est la routine pour un ministre de la police.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 10 MAI de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 11 MAI de 9H00 à 10H30

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 19 MAI de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 25 MAI de 8H30 à 10H00

Boeing 737 : un Max d'insécurité



Suite aux enquêtes lancées après le crash de deux de ses 737 Max, on apprend que Boeing avait désactivé un signal d'alerte afin de le rendre optionnel, donc payant. Ni les compagnies aériennes ni les pilotes n'en avaient été informés. Or c'est justement ce signal, censé avertir des dysfonctionnements du système antidécrochage de cet appareil, qui est mis en cause dans ces accidents.

Depuis, ce type d'avion a été cloué au sol. Et Boeing assure que ce système de sécurité sera intégré gratuitement dans la nouvelle version de son logiciel. Mais pour en arriver là, il aura fallu des centaines de morts, victimes de la soif de profits des actionnaires de Boeing.

Niches fiscales : Macron Pinocchio et Medef Gepetto

Lors de sa conférence de presse, destinée à conclure son « graaand débat », Macron avait laissé entendre que pour baisser l'impôt sur les revenus de 5 milliards d'euros, il s'en prendrait aux niches fiscales des entreprises. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir ce qu'il en était. Lors d'une rencontre avec le Medef dans les locaux de l'organisation patronale, le ministre de l'économie Le Maire a tenu à faire savoir qu'il ne toucherait ni à la manne du CICE, ni à celle du crédit recherche (CIR), ni à

la baisse du taux d'impôt sur les sociétés. Il a affirmé que « la réduction des niches fiscales des entreprises n'est qu'une des sources de financement » et qu'il y a aussi pour financer ces 5 milliards la « réduction des dépenses publiques et l'augmentation du temps travaillé, avec une incitation à partir plus tard à la retraite... »

C'est-à-dire le rétrécissement des services au public et l'augmentation du temps de travail des salariés.

Faire payer les travailleurs, les chômeurs et les retraités pour finan-

cer les profits des capitalistes, c'est toujours la même politique. Là Macron n'avait pas menti !



Impôts : aux capitalistes et aux riches de payer !

Lors de sa conférence de presse, Macron a promis de diminuer de cinq milliards les impôts sur les revenus des classes moyennes. Les foyers fiscaux de la première tranche paieraient 350 euros de moins en moyenne, ceux de la tranche suivante y gagneraient 180 euros. Cette mesure toucherait 15 millions de foyers fiscaux.

Pour qu'un célibataire sans enfant soit imposable, il lui suffit de toucher le salaire mirobolant de 1 400 euros net. La moitié des foyers fiscaux ne sont pas imposables : cela seul donne une idée du niveau de vie réel des classes populaires. La simple hausse des seuils d'imposition, réévalués chaque année avec l'inflation, diminue chaque année le nombre de foyers imposables, car elle se conjugue avec le gel des salaires. Écrémage par le bas pour cause de

salaires bloqués, baisse de revenu pour cause de chômage, de changement d'emploi, de mise à la retraite, accidents de la vie nettement plus fréquents que les billets gagnants à la loterie : l'appauvrissement continu de la classe travailleuse fait qu'elle est de moins en moins concernée par l'impôt sur le revenu.

Les travailleurs en revanche paient presque à eux seuls la TVA, qui représente 50 % des ressources de l'État, contre 15 % pour l'impôt sur les sociétés et 19 % pour l'impôt sur le revenu. C'est un impôt à taux fixe. Bernard Arnault paye la même TVA sur la baguette que lui propose son majordome qu'un travailleur du bâtiment qui dort dans sa voiture.

Autrement dit, ceux qui par leur travail font fonctionner toute la société et produisent toutes les richesses sont aussi ceux qui doivent

payer pour l'entretien de l'État. C'est aussi leur travail qui fabrique, au fil des ans et des générations, la fortune des dynasties capitalistes.

La justice fiscale, pour autant que le mot ait un sens, serait que les possédants acquittent un impôt lourdement progressif et que les impôts indirects sur la consommation soient supprimés.



Écoles : encore des promesses sans moyens

Macron s'est engagé à dédoubler toutes les grandes sections des écoles en zone prioritaire et à plafonner l'effectif des classes de la grande section au CE1 à 24 élèves, partout, à partir de 2020.

Dans les jours qui ont suivi la conférence de Macron, Blanquer, le ministre de l'Éducation, a seulement évoqué la création de 2 000 postes par an. Or, selon un calcul du journal Les Échos, il faudrait environ 10 000 postes pour parvenir à l'objectif fixé par Macron. Autant dire qu'il y a loin de la promesse à la réalité.

Macron s'est aussi engagé à ne plus fermer d'écoles sans le consen-

tement du maire. Blanquer a rajouté, lui, qu'il y aurait toujours des fermetures de classes, qui selon lui sont inévitables.

Tant mieux si certaines classes peuvent fonctionner avec 12 ou 24 enfants au maximum car, depuis le dédoublement des CP, les enseignants et les parents ont pu constater l'amélioration des conditions d'apprentissage. Mais, à supposer que le gouvernement tienne sa promesse, il tentera de le faire au détriment des moyens consacrés aux autres niveaux dans le primaire, au collège ou dans les lycées. La réalité que vivent aujourd'hui beaucoup de

parents et d'enseignants, c'est une aggravation des conditions d'enseignement. Les banderoles contre les fermetures de classes et d'écoles que l'on peut voir dans de nombreuses villes en témoignent. Les mesures annoncées par Macron ne permettront pas, dans la plupart des cas, une véritable amélioration, car pour cela il faudrait y consacrer des moyens à la hauteur des besoins, qui sont énormes : il faudrait plus de personnels, plus de locaux, et donc plus de moyens financiers. Tout cela, Macron ne l'envisage absolument pas.

Retraite chapeau : régime "spécial" pour PDG

Lors d'une assemblée générale des actionnaires jeudi 25 avril, le PDG de Danone, Emmanuel Faber, a dénoncé « *l'insoutenable concentration de la richesse dans le monde, véritable bombe à retardement* ».

Le même jour prenait effet l'abandon de sa retraite chapeau annoncé fin janvier dernier, évaluée à 1,2 million d'euros. Ce renoncement ne le fera pas tomber dans l'insoutenable pauvreté. Sa rémunération annuelle fixée en 2018 s'élève en effet à 2 millions d'euros, 166 600 euros par mois, ou encore 5 500 euros par jour.

Il y a quelque temps, un début de scandale avait éclaté à propos de ces retraites chapeaux, suite à la publica-

tion du montant de celle de Tom Enders, le PDG d'Airbus. Et pour cause ! Il va toucher 36,8 millions d'euros. Voilà de quoi assurer les vieux et heureux jours d'Enders qui a quitté le groupe le 10 avril, à tout juste 60 ans, après avoir bien travaillé, du point de vue des actionnaires : 3 700 licenciements ont été annoncés en 2018, pour un groupe qui a réalisé 2,9 milliards de bénéfices.

Devant l'indignation soulevée par de telles sommes, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, avouait : « *Aujourd'hui ce qui existe, c'est uniquement un plafonnement à 45 % du salaire du dirigeant, mais qui n'est pas contraignant.* » Mais début avril

il n'était question que de la limitation de ces retraites par la loi à 30 % du salaire, ce qui laisse la possibilité de toucher de très grosses retraites. Et cela risque encore d'être fort peu contraignant, si loi il y a.

Les actionnaires des grandes entreprises mettent le prix pour attirer ces hauts salariés, à coups de retraites chapeaux, de stock-options, de parachutes dorés, et on en passe. Ces sommes exorbitantes choquent à juste titre. Mais le plus choquant, c'est le vol organisé et légal, au profit des actionnaires, des richesses produites par les travailleurs.

Travailler plus longtemps et pour gagner moins, c'est non !

Macron l'a redit. Il ne touchera pas à l'âge de départ à la retraite pour renflouer les caisses de retraite. Peut-être.

Mais il serait tout aussi nocif pour les travailleurs, d'augmenter le temps de cotisation pour avoir droit à une retraite pleine ou de remplacer le système actuel de retraite par répartition par un système à points qui, s'il se

mettait en place, se traduirait immanquablement par une baisse nette du montant des retraites ! Inacceptable !

Macron et sa clique sont au service du grand patronat qui réclame à corps et à cri le recul de l'âge de la retraite à 64 ans au lieu de 62 actuellement, pour ne pas avoir à mettre la main à la poche.

Quant à la droite, bien en peine de

se distinguer de la politique menée par LREM, elle s'est lancée dans la surenchère en réclamant que la retraite soit repoussée à 65 ans !

Il ne peut pas être question que les travailleurs s'épuisent plus longtemps au travail pour engraisser le capital !

Retraite minimum et baratin maximum

Macron a promis une retraite minimum à 1 000 euros, puisqu'il a souhaité que le minimum contributif, c'est-à-dire la pension minimale du privé, soit porté à ce niveau. Mais il s'agit d'un effet d'annonce.

Tout d'abord, cela ne concernera que les retraités ayant accompli une carrière complète, soit 41,5 ans actuellement. D'autre part, les 1 000 euros annoncés par Macron incluent non seulement la retraite de base mais la part complémentaire Agirc-Arrco. En fait, d'après les calculs du

journal Les Échos, un salarié au smic touche actuellement 945 euros de pension. Il s'agirait donc d'augmenter sa retraite au mieux d'une cinquantaine d'euros. De plus, la mesure ne s'appliquera qu'aux futurs retraités faisant valoir leurs droits à partir de 2020 ! Quant aux fonctionnaires au salaire plancher, leur minimum garanti est de 1 170 euros pour 41,5 années de service, ils ne sont donc pas concernés par cette annonce.

Il est impossible de vivre dignement avec 1 000 euros par mois, et

c'est pourtant ce que Macron prétend généreusement garantir à un travailleur payé au smic et ayant cotisé toute sa vie.

Quant à la fraction de plus en plus importante des hommes et des femmes qui ont des carrières incomplètes, c'est une pension misérable qui les attend, et le minimum vieillesse de 868 euros par mois à partir de 65 ans.

Les retraités et futurs retraités ont toutes les raisons de voir rouge !

Les prix flambent : augmentez les salaires

Face à la colère populaire Macron avait dû concéder l'annulation de l'augmentation des taxes sur les carburants début janvier, ce qui avait eu pour conséquence positive une baisse des prix alors que les pétroliers et l'État leur avait infligé 4 mois de hausses fin 2018.

Eh bien cette période plus favorable est terminée.

Les producteurs de pétrole brut (les États-Unis et les États du Golfe principalement) ont à nouveau fait flamber le prix du baril en réduisant leur production ou en imposant un blocus aux pays qui contestent leur hégémonie tels que l'Iran ou le

Venezuela et les compagnies pétrolières se sont empressées de répercuter cette hausse sur les produits raffinés. Le prix du litre de super a ainsi augmenté de 15 centimes depuis février rognant d'autant les salaires qui eux n'augmentent pas.

Il est plus que temps de se mobiliser pour que les revenus des travailleurs actifs et inactifs augmentent au même rythme que les prix d'autant plus qu'à La Réunion les produits pétroliers ne sont pas seuls en cause.

Les capitalistes de l'import-export, les commerces abusent des

consommateurs en leur imposant arbitrairement des prix gonflés. Les automobiles sont ainsi vendues en moyenne 50 pour cent plus cher qu'en France, les produits laitiers entre 30 et 300 % plus chers. Il en est de même pour les matériaux servant à la construction de logements !

Il n'y a donc aucune raison pour ne pas exiger que salaires, retraites et minima sociaux soient fortement revalorisés. Les capitalistes peuvent payer ! Le vote Lutte ouvrière aux élections européennes sera une manière de l'affirmer.

Le chômage, un fléau entretenu par le patronat et le gouvernement

Macron avait osé prétendre qu'en permettant au patronat de licencier sans justification et à moindre coût et en supprimant des centaines de milliers d'emplois aidés, le patronat serait plus à l'aise pour embaucher !

Les travailleurs savent par expérience que le patronat ne vise qu'un seul but dans ses entreprises, c'est de réaliser le maximum de profit dans le moins de temps possible, avec le moins de main d'oeuvre possible et payée le plus bas possible.

Le résultat ne s'est pas fait attendre à La Réunion puisque le chômage est reparti à la hausse. Il touche aujourd'hui, selon les chiffres officiels,

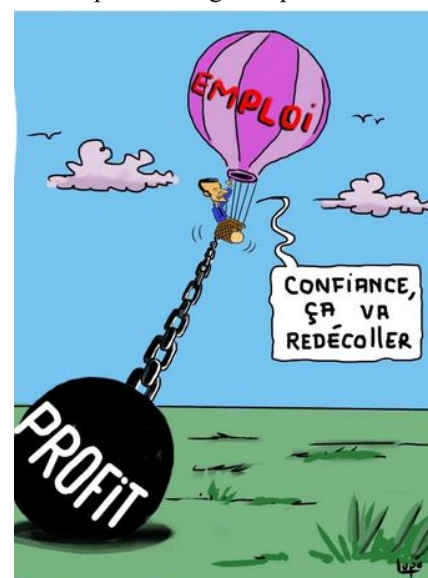
pas moins de 168 760 personnes dont près de 60 % sont des chômeurs de longue durée (plus d'un an).

Voilà le résultat sans surprise de la gestion patronale de l'économie et de la politique menée par Macron/Philippe à la tête de l'État. Il est sans appel.

Cette politique se traduit par un désastre social de masse et des souffrances injustifiées infligées à la classe ouvrière.

Pour en finir avec le chômage, pour donner un emploi à tous, il faut partager le travail entre tous, sans diminution de salaire, il faut prendre

sur les profits du grand patronat !



Morts au travail : l'exploitation tue

L'Organisation internationale du travail (OIT) a organisé le 28 avril une Journée mondiale sur la sécurité et de la santé au travail. Elle serait presque passée inaperçue, d'autant qu'elle tombait un dimanche, censé être un jour de repos, si l'OIT n'avait publié à cette occasion quelques chiffres parlants.

L'OIT a calculé que, chaque jour dans le monde, 7 500 personnes meurent à cause de leur travail, dont 6 500 de maladies professionnelles. Un chiffre que l'on aurait bien de la peine à vérifier, mais qu'en tout cas on ne peut suspecter d'avoir été gonflé par ce qui est une agence spécialisée de l'ONU. Il y aurait donc ainsi près de trois millions d'êtres humains qui succombent chaque année du fait ou des suites d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Pour comparaison, on estime qu'il y a moitié moins de morts par accidents de la route dans le monde



(1,25 million en 2013). Mais si on en parle bien plus souvent que de tous ceux que le travail tue d'une façon ou d'une autre, c'est qu'il ne peut être question d'attirer l'attention sur cette hécatombe de travailleurs. Et surtout, sur ses responsables.

En fait, cette mort provoquée de millions de travailleurs chaque année fait partie du fonctionnement normal du système capitaliste. Car, pour faire leurs profits et les accroître, les exploiters écrasent la santé et la vie des exploités.

Hôpitaux : état d'Urgences

En France, des services d'urgences hospitalières unissent leurs voix pour faire éclater le scandale des conditions d'accueil des patients. En fait, les services d'urgences sont la pointe la plus visible de l'iceberg. Faute d'avoir obtenu une consultation dans un délai raisonnable, des patients arrivent dans un état aggravé. Faute de lits disponibles dans les divers services spécialisés, les malades pris en charge restent aux Urgences, mobilisant des soignants qui ne peuvent pas s'occuper assez rapidement des derniers arrivés.

La fermeture de services d'urgences dans les hôpitaux périphériques entraîne l'engorgement des Urgences de l'hôpital principal. La transformation d'un hôpital local en Ehpad ou bien en hôpital de proximité, où la Maternité fermée est réduite à un centre de suivi périnatal, a le même effet.

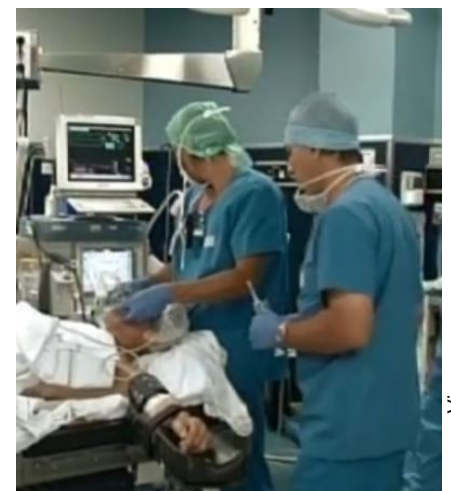
À Paris, lors des grands débats or-

ganisés en février dans plusieurs grands hôpitaux, des personnels de toutes catégories avaient vertement exprimé leur indignation de pouvoir de moins en moins soigner correctement. Et lundi 15 avril, sur fond de grève des Urgences, lors de la séance de restitution de ces grands débats, le directeur de l'AP-HP et celui de l'agence régionale de santé (ARS) se sont fait directement prendre à partie. Une aide-soignante de la Pitié-Salpêtrière, citée par le journal *Libération*, leur a crié : « Vous vivez dans un microcosme, on vous fait des compliments, mais venez voir. Nous, nous sommes des petits ouvriers qui tentons de rester humains. »

Jeudi 25 avril, dans son discours, Macron a prétendu ne plus vouloir fermer d'hôpitaux mais a confirmé leur réorganisation. Buzyn, la ministre de la Santé, promet, elle, d'augmenter les crédits consacrés à la qualité et à la pertinence pour les

établissements de santé : des carottes pour les directeurs qui feront semblant de faire mieux avec moins.

Parmi les grévistes des Urgences, certains comprennent que, pour inverser la politique en cours, il faudrait que le mouvement se généralise à tous les autres services. Déjà le simple fait qu'ils ne se laissent pas faire est un encouragement pour tous les travailleurs hospitaliers et au-delà.



Carrière de Bois Blanc : Y'a comme un lézard dans la Nouvelle Route du Littoral

Fin avril, le tribunal administratif de Saint-Denis a suspendu l'exécution des arrêtés préfectoraux qui autorisaient la SCPR (Société de concassage et de préfabrication de La Réunion) à exploiter la carrière de Bois Blanc et à défricher un terrain de 35 hectares sur le même site.

Ce jugement qui fait suite aux recours de la Srepen (Société réunionnaise pour l'étude et la protection de l'environnement) et de la commune de Saint-Leu pourrait remettre en question le déroulement du chantier de la NRL si l'abandon de la carrière de Bois Blanc, qui devait fournir 14 millions de tonnes roches à la construction de la route, devenait définitif.

Cette décision du tribunal a fait réagir Joël Mongin, le président de la

FTOI, la Fédération des Transports de l'Océan Indien, qui prétend que les va et vient judiciaires concernant les autorisations d'exploitation des carrières a fait baisser le nombre de chauffeurs et transporteurs qui serait passé de 200 au début du chantier de la NRL à 40 aujourd'hui.

Est-ce les incertitudes du chantier qui seraient la cause de la diminution des transporteurs ou bien ceux-ci se seraient-ils rués en trop grande masse sur le marché de transport de galets en pensant ramasser des euros à la pelle ?

De fait, bien des transporteurs se sont retrouvés sur le bord de la route car seule une petite minorité, dont fait partie Mongin, s'est très vite accaparé le gâteau.

Les syndicats des salariés de leur

côté, dénoncent à juste titre la perte d'emplois liée aux aléas du chantier et à la précipitation de la Région qui n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour sa réussite.

Mais les syndicats épargnent les grands groupes du BTP comme Bouygues, Vinci et Eiffage qui s'en mettent plein les poches avec cette future route qui est déjà considérée comme une des plus chères du monde au kilomètre !

Or, pour que les travailleurs ne servent pas de variables d'ajustement dans ce business qu'est la nouvelle route du littoral il faut imposer de prendre sur les profits des capitalistes du BTP et des transports pour maintenir les salaires et les emplois.

Protégeons la planète du danger capitaliste

Outre la Srepen et la municipalité de Saint-Leu, plusieurs associations s'opposent à la carrière de Bois Blanc, pas forcément pour les mêmes raisons.

Si l'ancien maire de Saint-Leu Thierry Robert et l'actuel maire y ont trouvé sans doute une occasion de mettre un caillou dans la chaussure du président de Région Didier Robert, des associations de riverains ou environnementales soulèvent de vrais problèmes de santé publique, de protection de l'environnement, etc.

En effet, quel est l'impact de ces gros travaux comme les fouilles, les défrichements sur, par exemple, l'écoulement des eaux, les espèces protégées (faune et flore) ou bien encore quels sont les risques liés aux tirs de mine pour la route des Tamarins et la route du littoral de Saint-Leu ?

Si les préoccupations et les questionnements d'une partie de la population sont légitimes, ils ne heurtent pas la sensibilité des capitalistes du béton, des banques, des élus politiques qui sont à leur service car

pour ceux-là le profit passe avant tout le reste.

C'est pourquoi il ne faut pas attendre des rapaces capitalistes (hélas pas encore en voie d'extinction !) et de leurs serviteurs politiques qu'ils organisent de façon rationnelle l'aménagement d'un territoire, la construction d'infrastructures de façon à répondre aux besoins réels de la population tout en préservant l'environnement en étant soucieux de l'avenir de la planète.

À la place du « tout voiture » à La Réunion, n'aurait-il pas été préférable et plus utile de développer le transport en commun ?

Depuis peu, on commence à mettre sur la table la possible démolition de l'ancienne route du littoral. D'ores et déjà, on estime son coût à plusieurs dizaines de millions d'euros.

Est-ce vraiment nécessaire ? À quel besoin économique ou environnemental répondrait-elle ?

Il y a fort à parier que cette soi-disant nécessité n'est ni plus ni moins qu'un marché de plus pour permettre

aux entreprises du BTP (les mêmes qui interviennent sur la NRL) de s'enrichir encore plus avec l'argent public, rien de plus.

Le monde regorge d'exemples de constructions inutiles, parfois de véritables verrues dans le paysage, qui ont fait uniquement le bonheur des actionnaires de grosses entreprises.

Pour espérer vivre un jour dans une société plus saine et bien mieux organisée, il faudrait d'abord se débarrasser de la pollution capitaliste.



Facebook

Plus écolo que moi, tu meurs !

Invité à la radio Réunion Première le 2 mai, Joël Mongin s'en est pris aux « deux trois écologistes » qui sont opposés à l'exploitation de la carrière de Bois Blanc.

Mongin considère que les écologistes font de l'agitation mais « ne mettent pas la main à la poche » contrairement, prétend-il, aux patrons transporteurs qui doivent déboursier plus pour acheter des camions plus respectueux de l'environnement.

Bref, pour Mongin, « *trop d'écologie tue l'écologie* ». Ce patron sait de quoi il parle, lui qui a été condamné en 2017 à 11 850 euros d'amende pour avoir exploité une carrière illégale à Saint-André !

Avec la Franceafrique, la Runafrique ?

Le 17 avril, la CCIR a réuni dans ses locaux une quarantaine d'invités, chef(fe)s d'entreprises, groupements professionnels et clusters réunionnais afin de participer à une matinée d'information sur les opportunités d'affaires qu'offrirait la Tanzanie, l'Éthiopie, et le Kenya.

Pour la Chambre de commerce et de l'industrie de La Réunion et son président Ibrahim Patel, l'objectif de cette petite matinée entre amis patrons serait « de se structurer et de conquérir le marché africain ».

Jusqu'à présent, les entreprises locales lorgnaient plutôt vers les

pays du sud de l'Afrique ou vers la Chine et l'Inde. Quel bon vent capitaliste les pousse ainsi à mettre les voiles un peu plus au nord.

Ont-ils flairé de nouveaux marchés ? De la main-d'œuvre bon marché à exploiter ?

Dans cette course au pillage et à l'exploitation, la concurrence est rude, notamment avec la Chine et l'Inde.

Notre souhait c'est que les populations d'Afrique comme d'ailleurs se débarrassent des pillards qui empoisonnent la société, de quelque latitude qu'ils soient.

Le PCR et sa « conférence territoriale élargie », faire prendre des vessies pour des lanternes

Le PCR, on l'a vu lors de la réception des élus par Macron le mois dernier à Paris, s'est félicité de l'intention affichée de celui-ci de donner plus pouvoir aux élus et collectivités pour régler les problèmes locaux.

Le PCR qui ne cesse depuis des années de proclamer que la départementalisation a atteint ses limites et qu'il faut passer à une autre étape se dit partisan aujourd'hui de mettre en place ce qu'il appelle « une conférence territoriale élargie » regroupant à terme en une seule assemblée les conseils général et régional pour faire face aux enjeux sociaux et écologiques actuels.

Il voudrait y associer toutes « *les forces vives, sociales, associatives* » de La Réunion pour développer un « *plan de développement durable et solidaire* »... « *dans le cadre de la République* ».

Ces termes masquent les oppositions de classes qui opposent patrons et salariés.

Ainsi le PCR affiche qu'il ne conteste pas le pouvoir de la bourgeoisie sur la société et de l'État à son service.

Dans ce cadre, avoir une assemblée au lieu de deux ne changera rien au fait que les intérêts patro-

naux seront beaucoup mieux défendus que ceux des travailleurs, des chômeurs et des sans-toit.

Seule la lutte de ces derniers contre les capitalistes et leurs représentants locaux et nationaux pourra changer la donne !



Les dirigeants du PCR : Maurice Gironcel, Yvan Dejean, Ary Yée Chong Tchi Kan

Rivalités au sein de la droite réunionnaise et gestion des comptes publics

Depuis quelques temps, le président du Conseil régional Didier Robert est à la manœuvre pour rallier tous les courants de droite derrière lui et pouvoir à terme s'afficher comme le seul interlocuteur politique local du pouvoir parisien.

Après avoir réussi à écarter son concurrent de La Politique Autrement, Thierry Robert, il vise à mettre hors course le maire de Saint-Pierre dans le dossier du traitement des déchets.

Ces politiciens de droite traînent tous des casseroles à n'en plus finir (détournements de fonds publics, marchés bidonnés au profit d'entrepreneurs, créations d'emplois de complaisance pour leurs partisans,

augmentation de leurs émoluments personnels en tant que dirigeants des collectivités réunionnaises et bien sûr offres de marché juteuses pour le patronat).

Rien ne les distingue fondamentalement les uns des autres, mais en faisant le ménage autour de lui dans sa famille politique, Didier Robert espère sans doute ne plus avoir de compte à rendre sur la gabegie et/ou imprévoyante des fonds régionaux (Nouvelle Route du Littoral, aide à la continuité territoriale), sur sa politique faite de copinage, d'utilisation abusive de fonds publics (gestion des différentes SPL) et d'aides au patronat (transporteurs routiers, majors du BTP).

Dans ce domaine-là aussi, seul le contrôle des travailleurs et de la population sur l'utilisation des fonds publics pourrait mettre fin à ces abus qui n'ont que trop duré alors que les besoins élémentaires des classes populaires restent insatisfaits.



Européennes : interventions Jean Yves Payet sur Radio Freedom et Antenne Réunion

Jean Yves Payet était invité lundi 6 mai à l'émission « Téléfreecction » sur radio Freedom et Antenne Réunion.

Le débat portait sur les migrants. Jean Yves Payet était face à la candidate Rassemblement national et à un représentant des petits patrons actif chez les Gilets Jaunes.

Pourquoi et comment des migrants sri-lankais rejoignent-ils La Réunion ? Peut-on les accueillir ? Quelles solutions politiques ? Dans la situation de crise, de chômage de masse, de bas salaires et de retraites minables, sans oublier la question du logement, nombreux sont ceux qui dans les classes populaires se posent ces questions.

Jean Yves Payet a affirmé que les intérêts des migrants et des travailleurs sont liés :

« Sur l'ensemble de la planète des millions de travailleurs, de pauvres sont obligés de fuir des régions victimes de cette société capitaliste, des banquiers, des vendeurs d'armes. (...)

Certains essaient de faire peur sur la base des frustrations ressenties par ceux qui ont eu à subir plusieurs licenciements, ceux qui n'arrivent pas à s'en sortir.

Il faut réfléchir un peu : ce ne sont pas les Sri-Lankais qui licencient les travailleurs à La Réunion, qui augmentent le prix de la bouteille de gaz, qui obligent des milliers de jeunes à quitter leur île. » (...)

« On essaie de monter les pauvres contre les pauvres, ça fait le jeu du grand capital. Les migrants sont victimes et doivent être avec nous pour combattre les responsables de cette situation.

L'immigration est un enrichissement mutuel.

Les centaines de millions de subventions qui arrivent à La Réunion sont accaparés par les grands groupes capitalistes, une minorité, à quoi ils servent ces millions, c'est ça qui coûte cher à la population.

Ce n'est pas un repas donné aux Sri-Lankais qui appauvrit la population.

Ce qui coûte cher, ce sont les centaines de millions d'euros du CICE déversés pour créer les emplois. Où sont-ils? (...)

Pourquoi les riches, les capitalistes, les vendeurs d'armes, pour-



raient spéculer partout, provoquer des guerres, pourraient circuler sur toute la planète et que les travailleurs et les plus pauvres n'auraient pas le droit d'aller chercher à vivre mieux ailleurs comme le font des milliers de Réunionnais. (...)

Le problème est mondial, l'économie est dominée par les banquiers, les grands capitalistes imposent de baisser les salaires, les retraites, de créer les conditions qui poussent à l'émigration.

Les travailleurs, les pauvres doivent être unis dans la lutte pour les salaires, les retraites, pour la défense de leurs conditions d'existence. »

Retrouver la vidéo sur :

<https://www.lutte-ouvriere.org/multimedia/interventions-tv-et-radio/debat-sur-limmigration-120825.html>

CHAGOS

Liberté pour les Chagossiens – armée US go home !

Dans leur combat pour recouvrer le droit de réintégrer leur île dont ils ont été expulsés entre 1965 et 1973 par la puissance coloniale britannique pour permettre aux États-Unis d'y installer une base militaire, les Chagossiens ont porté leur revendication devant la Cour Internationale de Justice. Celle-ci s'est déclaré favorable à leur demande dans un avis consultatif, délivré le 25 février 2019.

Cinquante ans après ce forfait le colonialisme britannique par la voix de sa première ministre, Mathilda May, a fait savoir qu'il ne tiendrait pas compte de cet avis et que les habitants survivants de Chagos ne pourraient pas retourner vivre sur leur île natale et qu'elle privilégiait « l'aspect sécuritaire et l'importance stratégique de la base militaire de Diégo Garcia ».



Les puissances impérialistes s'assoient sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes surtout quand ils les gênent pour mener à bien leurs

agressions militaires partout dans le monde.

MADAGASCAR

Des miettes pour les prolétaires

Raojelina, le nouveau président malgache s'était fait élire en décembre dernier sur la base de vagues promesses de relance de l'économie atone de son pays. Ce Premier Mai, il a décidé d'augmenter le Smic malgache de 18 %. Le chiffre peut impressionner, mais même s'il passe de 169 000 à 200 000 ariary, cela ne fait qu'une augmentation de salaire de 8 euros par mois (de 42 à 50 €) pour des journées et des semaines de travail interminables.

Cette augmentation ridicule du Smic, dont se vante Rajoelina, est en plus accompagnée de mesures en faveur du patronat telle que la flexibilité des heures de travail dans la zone franche.

Elle ne permettra pas de sortir de la misère, pas même de se nourrir suffisamment et de façon équilibrée quand on sait que le prix d'un kilo de riz s'élève à 1600 ariary, celui d'un kilo de pommes de terre à 1000 ariary, que celui d'un kilo de viande de bœuf est de 14 000 ariary et que le litre de super est de 4200 ariary.

Les exploités de la classe ouvrière malgache ont encore de beaux jours devant eux. Les travailleurs malgaches ne peuvent compter que sur leurs luttes pour obliger leurs employeurs et leur capitaliste de président, Rajoelina, à leur octroyer les salaires dont ils ont besoin pour vivre.



ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Lettre de Jean Yves Payet, candidat de La Réunion

Chers camarades et amis,

Je suis né dans une famille de militants très actifs dans le Parti Communiste Réunionnais à Saint Benoît. Ma mère et mon père furent ouvriers agricoles, puis petits planteurs de canne à sucre. Dans mon enfance et mon adolescence les vacances se passaient dans les champs de canne pour aider les parents.

Après le Bac, je suis parti faire des études agricoles à Bourges où j'ai rencontré des hommes et des femmes dévoués aux intérêts politiques des travailleurs. Ces militants communistes révolutionnaires m'ont fait comprendre la phrase de Lénine « *seule la vérité est révolutionnaire* ». J'ai été incité à rechercher ce qu'étaient réellement les idées communistes loin de toutes les caricatures.

À mon retour à La Réunion, j'ai contribué avec d'autres camarades, à la création du groupe Lutte ouvrière pour défendre les intérêts politiques des travailleurs et les idées du communisme. Depuis 1990, nous faisons connaître nos idées de lutte de classe au travers de toutes les campagnes électorales.

En tant que militant communiste, je rencontre des travailleurs qui subissent l'injustice, les bas salaires, les licenciements, le chômage de masse, les retraites de misère mais aussi des travailleurs qui se regroupent pour défendre leur intérêt commun.

C'est dans ce cadre que j'ai été amené à prendre des responsabilités à la CGTR comme secrétaire de l'Union régionale est.

Par ailleurs, dans mon activité professionnelle comme conseiller des petits planteurs en difficultés financières je rencontre la misère de ces familles de travailleurs de la terre.

La jeunesse est devant le mur d'un chômage de masse.

Je suis révolté par toutes ces aberrations. C'est pourquoi je suis communiste.

J'appelle tous ceux qui, comme moi, sont révoltés de voir la situation des classes populaires se dégrader pour permettre aux capitalistes de s'enrichir par milliards à voter le 26 mai prochain pour la liste Lutte ouvrière conduite par Nathalie Arthaud.

Je suis personnellement candidat en douzième position sur cette liste qui s'intitule « *Contre le grand capital, pour le camp des travailleurs* ».

Fraternellement

Jean Yves PAYET
Mai 2019



ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière
BP 184
97470 SAINT-BENOÎT
e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

Suivez le site de campagne :

<https://www.lutte-ouvriere.org/europeennes>